

ILS VEULENT RECULER L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE

# «Je veux travailler jusqu'à... 67 ans !»

Il y a ceux - fort nombreux - qui sont partis à la retraite bien avant l'âge légal de 60 ans, dans le cadre du dispositif de la retraite sans condition d'âge ; ce qui a provoqué la ruine de la CNR. Puis, il y a ceux qui veulent continuer à travailler au-delà de 60 ans, jusqu'à 67 ans par exemple, considérant qu'un départ «est un demi-décès et une fenêtre qui donne sur la pauvreté», ou qui s'interrogent : «A quoi rime de mettre à la retraite "d'office" des employés à 60 ans dans un pays où l'espérance de vie ne cesse d'augmenter rapidement ?» Nous vous livrons ci-dessous les points de vue de deux lecteurs.

«Si en France, le départ à la retraite sera effectif à 62 ans et que les travailleurs de l'Hexagone se sont révoltés, moi, par contre, je désirerais travailler jusqu'à 67 ans comme ce sera le cas en Allemagne, quitte à ne rien profiter de mon existence. Je viens d'être mis à une retraite forcée, trahi par l'âge, et non pas par une incapacité quelconque, au moment où, pétri de connaissances et d'expérience, je me refaisais une seconde jeunesse. Hélas, les lois sont ce qu'elles sont, mais il m'est indispensable d'attirer l'attention générale qu'un départ à la retraite en Algérie (et je m'engage pour le mien) est un demi-décès et une fenêtre qui donne sur la pauvreté. Financièrement, mon nouveau salaire, nommée pension, a lourdement chuté et mon inactivité qui a débüté au summum de mes capacités professionnelles est un couperet saillant pour le restant de mes années que j'espère pérennes. Je suggère que les directives limitant les entreprises à établir des contrats pour récupérer des éléments essentiels soient revues et que l'on laisse les initiatives aux responsables de décider eux-mêmes de prolonger les fonctions à des travailleurs indispensables ou tout simplement utiles, quitte à ce que le salaire de contractuel soit réduit de moitié. Je signe. Je suis partant ou... restant (selon les cas), dès aujourd'hui.»

**Kamel Adjou, néo-retraité de la production de l'électricité**

## 67 ANS, ENFIN LA RETRAITE !



Photo : D. R.

**«Il me semble que l'âge limite de la retraite est bien de 65 ans»**

«Je voudrais vous entretenir d'un problème qui a pris une ampleur considérable dans les entreprises publiques ces deux dernières années. Il s'agit de la mise à la retraite d'office à l'âge de 60 ans de l'ensemble des employés du secteur public et, en particulier, des employés du secteur public économique. Suite à une directive de Monsieur le Premier ministre (que personne n'a lue mais dont tous les DRH se prévalent), les EPE (Entreprises publiques économiques) mettent systématiquement

à la retraite tous leurs employés ayant atteint l'âge de 60 ans ! Outre que la loi prévoit seulement que l'âge de 60 ans est l'âge auquel on peut prétendre à une retraite maximum si on a cotisé pendant 32 ans, il me semble que l'âge limite de la retraite est bien de 65 ans. Alors, à quoi riment de la part des dirigeants des EPE ces mises à la retraite d'office pour une classe d'âge qui, souvent, est loin d'avoir cotisé pendant 32 ans ? A quoi rime de mettre à la retraite "d'office" des employés à 60 ans dans un pays où l'espérance de vie ne cesse d'augmenter rapidement ?

Que signifie le départ à la retraite "d'office" lorsque la classe d'âge concernée recouvre des effectifs insignifiants par rapport à l'ensemble des effectifs des EPE ? Comment remplacer l'expérience indéniable de milliers de cadres dans la force de l'âge ? Comment faire pour ceux qui sont loin d'avoir cotisé suffisamment pour espérer une pension sinon importante du moins décente alors qu'on leur interdit d'aller au bout des 65 ans prévus par la loi ? Et comment peut-on gérer les ressources humaines dans les entreprises de façon aussi cavalière ? Sans tenir compte de la nature des postes de travail, des qualifications requises, de la préparation de la relève, etc. ? Et en dernier lieu, comment la CNR dont on dit qu'elle est asphyxiée par le poids des pensions peut-elle supporter ces départs "sur commande" alors que 2 ou 3 ans de plus (selon le poste, selon la situation de chaque employé, selon la politique de RH de chaque EPE) auraient allégé le poids financier de la CNR de façon remarquable ? Voilà, je voulais parler de ce problème qui est devenu le cauchemar de milliers de cadres, de travailleurs et d'employés, et de milliers d'EPE au point d'assombrir lourdement les relations de travail et de créer une cassure grave et irréparable entre les générations. Merci de m'avoir lu et bon courage pour votre rubrique.»

**Dahmane Brahim**

## Courrier des lecteurs

### Comptabiliser les années de formation

Je vous sollicite afin d'amener le ministère du Travail à instruire le responsable de la CNR de Béjaïa à ordonner à ses agents de comptabiliser les années de formation aux ENS (Ecoles normales supérieures), durant les années 1980, pour les élèves professeurs, en ce qui concerne la retraite. Cela est stipulé en clair dans le *Journal officiel* du 23 juillet 1968, page 864, chapitre 2, Art. 10.

Sachant que les élèves professeurs ayant une famille en charge touchaient même les allocations familiales à l'époque, sans omettre qu'ils cotisent pour la SS et la retraite, par quel alibi se permet la CNR de les priver de ces années en ce qui concerne la retraite ? Ne me dites pas que c'est parce que l'ENS n'a pas payé les cotisations nécessaires pour la CNR !!! Si cet affront au règlement a été commis, il doit se régler illi-co entre ces deux organismes de l'Etat. Ce n'est pas aux professeurs sortant des ENS de payer pour cela ! Merci de me publier et de m'aider.

**B. Smail, Béjaïa**

**RÉPONSE :** Les lois relatives aux assurances sociales et à la retraite sont claires : pour pouvoir comptabiliser vos années de cotisation sociale dans le cadre du calcul de la pension de retraite, il faut que dans ces cotisations il y ait une quote-part «retraite», ce qui n'a pas été le cas pour les années de formation dont les cotisations se limitaient à «l'assurance maladie».

Maintenant, faut-il rectifier le tir ? Pourquoi pas, l'essentiel étant de verser les cotisations pour intégrer ces années de formation.

### Retraite sans condition d'âge

Je suis prof de français. J'ai travaillé pendant 28 ans dans l'enseignement. Je suis âgé de 50 ans. Puis-je prendre ma retraite ? Réponse et merci.

**RÉPONSE :** Oui, mais ne seront comptabilisées que les 28 ans : vous ne percevrez que  $28 \times 2,5\%$  (par année de cotisation), soit 72% du salaire soumis à cotisation.

### Le site web «elmouwatin» dépassé

Je viens de voir sur le nouveau site «elmouwatin» - soi-disant «le portail du citoyen» - que la formule location-vente de l'AADL existe toujours et que le «pauvre citoyen» peut formuler une demande d'acquisition pour ce type de formule... Il y a même le lien pour le formulaire de demande. La formule n'existe plus depuis au moins 2006 (à vérifier) et le site web «elmouwatin» existe depuis juin 2010. On se fout bien de la g... du «citoyen». Ci-dessous le lien.

<<http://www.elmouwatin.dz/?Acquisition-de-logement-en->>. Le combat continue.

**Reda Mebarki, AADL El-Achour (wilaya d'Alger)**

### Allocation de retraite sous certaines conditions

M<sup>me</sup> H. B., médecin généraliste, 49 ans, mère de 5 enfants vivants, ayant travaillé dans le secteur public de décembre 1988 à mars 1993, demande des précisions sur sa retraite anticipée.

**PS :** Actuellement dans le secteur privé (sans adhésion à la Casnos). J'attends votre réponse par email.

**RÉPONSE :** Comme indiqué à plusieurs reprises dans ces colonnes, nous ne sommes pas en mesure de répondre individuellement et directement à nos lecteurs. Vos années de cotisations - inférieures à 15 - ne peuvent vous donner droit qu'à une allocation de retraite, et au moins sous deux conditions : ne pas avoir d'autres revenus par ailleurs, et n'en bénéficier qu'à partir de 60 ans.

### Cumul pension de retraite et nouvelle activité salariée

Je vous prie d'insérer cet article pour connaître la loi relative à la retraite définitive. En effet, un ami a été mis à la retraite sur sa demande. Il a reçu ses pièces et sa carte de retraite. Puis il a été rappelé pour reprendre du service comme si rien n'a été fait. Actuellement, il est payé par sa direction suite à une demande de reprise établie par son directeur.

**Abil Abdellah**

**RÉPONSE :** Malheureusement, la loi relative à la retraite n'interdit pas le cumul pension de retraite et nouvelle activité salariée.

### Au sujet de l'avancement des négociations sur la revalorisation des retraites

Lu dans *El Moudjahed* du 26 novembre 2011 : «Dans une déclaration en marge des séances du Parlement, le ministre des Finances a indiqué, à propos de l'avancement des négociations sur la revalorisation des retraites, que "vous allez bientôt avoir la réponse du gouvernement et du président de la République".»